

LES PAYSANS INTERMEDIAIRES

L'AGRICULTURE ENTRE HUMANISME ET ECOLOGIE

INTRODUCTION

« L'effacement des paysans, la désagrégation des sociétés rurales et la désertification des campagnes constituent, à coup sûr, l'un des phénomènes majeurs du XXème siècle et il est probable qu'on en mesurera de plus en plus les effets négatifs »

L'Equivoque écologique, Paris, La Découverte/essais, 1993.

Si nous pouvons, avec quelques uns, être attentifs au rôle des paysans aujourd'hui et à leur participation à la construction du monde de demain, ce n'est pas seulement pour ce qu'ils représentent dans le registre de l'imaginaire, ni même pour leur seule capacité à mettre en œuvre l'exercice de la liberté sans renoncer pour autant à un attachement minimum à la terre, mais aussi pour leur potentialité de transmission de la mémoire collective, leur emprise sur le sol et sur la qualité des paysages, des aliments, de l'eau. C'est encore pour leur capacité à mettre en œuvre un mode de développement local non autarcique, à développer des réseaux d'échange, à actualiser sur un mode non réifié et écomuséographique l'héritage d'un passé commun, à lier l'universel et le particulier, à avoir pu conserver le sens des limites, à préserver du temps libre, à faire de la politique, à produire des œuvres plutôt que des choses, ou encore à lier agriculture et culture, etc. Nous pourrions indéfiniment poursuivre cette énumération qui ne peut prendre sens, on le voit, sans être reliée à une problématique lui donnant une cohérence. Nous nous attacherons ici à approcher socio-anthropologiquement les conditions sociales et historiques de l'émergence des paysans dont nous parlons¹, qui ne sont plus les paysans traditionnels tels que l'imaginaire social de la modernité se les représente, c'est-à-dire considérés comme voués à la disparition, ni les « entrepreneurs ès agriculture » produits par l'imaginaire du productivisme, mais des *agriculteurs-paysans*

¹ Les citations d'agriculteurs-paysans figurant dans cet article sont issues d'une recherche que nous avons menée en 1995 pour le compte du Ministère de l'Agriculture, sur les conditions sociales de mise en œuvre nationale de Plans de Développement Durable, ainsi que d'un travail sur l'agriculture paysanne réalisé en 1996 pour le compte de l'Agence Nationale de l'Eau.

comme il se plaisent eux-mêmes à se définir et dont la récente médiatisation de l'un de leurs représentants, José Bové, a révélé l'existence jusqu'alors insoupçonnée à un grand nombre de français.

LES AGRICULTEURS PAYSANS ENTRE CULTURE ET AGRICULTURE

Il faut d'abord rappeler la forme très particulière qu'à prise la modernisation programmée de l'agriculture française à partir des années soixante, et en particulier comment l'Etat s'est doté d'un interlocuteur professionnel unique, construisant du même coup la mythique « profession agricole », en ne reconnaissant que la seule légitimité de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricole (FNSEA), émanant pour une large part de la Corporation Paysanne mise en œuvre sous Vichy. Cette cogestion Etat-FNSEA, dont le système et les méthodes ont été récemment divulgués dans la presse (Gorneg, 2001), existe encore de nos jours, abritant les partisans d'un développement technique sans limite d'une agriculture industrielle aux conséquences de plus en plus controversées par la société civile. Ainsi, en faisant scission avec le syndicat moderniste dominant et majoritaire, de nombreuses structures de représentation professionnelle « alternatives » comme le Mouvement de Défense des Exploitations Familiales (MODEF) d'abord (1959), la Fédération Française de l'Agriculture (F.F.A.) ensuite (1969) et enfin les Travailleurs-paysans (1974) s'étaient volontairement exclues et marginalisées et, comme le rappelle André Pochon² : « ...ils avaient laissé à la FNSEA armes et bagages, c'est-à-dire la « caisse » qu'ils avaient bien souvent eux-mêmes garnie, puisqu'ils étaient les plus militants et les plus actifs. Et surtout, ils abandonnaient l'appareil représentatif qui cogérait la politique agricole » (Pochon A., 1998), comme de nombreux paysans de sa génération :

Jacques D. : « A cette époque, je participais à la FDSEA qui se différenciait du CDJA en ce qu'elle comportait déjà des "paysans travailleurs". J'avais été, lors de son stage de pré-installation, en contact avec certains paysans-travailleurs qui m'ont permis de pondérer les propos des intervenants de la chambre d'agriculture ou de la FNSEA. Mon père avait eu des responsabilités syndicales dans la FNSEA, mais j'étais conscient que le contexte dans lequel lui-même s'inscrivait était différent. J'ai repoussé les sollicitations du CNJA de la Manche qui venait de se créer et dont le mode de recrutement était l'endoctrinement manu militari, pour m'inscrire à la FDSEA, mais en tant que dissident ».

Bernard J. : « Étant jeune, j'ai participé au mouvement des MRJC que l'on pourrait qualifier rapidement de chrétien progressiste. C'est en tant que membre du bureau de la FDSEA que j'ai pris conscience, en 1974, du fait que les moyens mis à disposition de l'agriculture par l'Etat sont accaparés par les plus "gros" exploitants. Irrité par ce mode de fonctionnement non solidaire, j'ai décidé, à partir de 1978, de me mettre en retrait de la politique dominante. La FDSEA ne clarifiait pas suffisamment ses rapports, surtout financiers, avec la Chambre d'Agriculture de la Manche et refusait tout dialogue avec les paysans. J'avais entendu parler des Travailleurs-Paysans, auxquels j'ai adhéré à partir de 1978. En 1987, le mouvement Travailleurs Paysans a formé, avec d'autres courants, la Confédération Paysanne ».

² André Pochon est l'un des plus anciens et des plus fervents militants du mouvement critique créé par les agriculteurs intermédiaires dans les années soixante. Il est, entre autres, secrétaire de l'association Paysans et Citoyens et fondateur du Centre d'Etude pour une Agriculture plus Autonome (CEDAPA) en Bretagne, et du Réseau d'agriculture durable du grand ouest. Il constitue, avec les anciens leader syndicaux paysans M. Debatisse et B. Lambert, l'un des hommes qui ont le plus influencé le mouvement qui aboutit, en 1987, à la création de la Confédération Paysanne.

Constatant très tôt, parce qu'ils en constituaient les premières victimes, les effets économiques, écologiques et sociaux négatifs de l'intensification sans limites de la production, ils commencèrent à se structurer dès le début des années soixante-dix, avec d'autres représentants de mouvements sociaux à coloration romantique qui aspiraient à inventer d'autres manières d'habiter et de mettre en valeur la terre et le monde rural : écologistes, néoruraux, etc. Ces divers mouvements, qui n'en constituent rétrospectivement qu'un seul dans la mesure où ils sont porteurs d'aspirations partagées et d'une même et nouvelle temporalité fondée sur une éthique de la responsabilité, avaient en commun de partager la conviction que la modernisation et le « développement » ne garderaient un visage humain que si leur mise en oeuvre autorisait la préservation de diverses formes de particularismes sociaux et culturels, sans pour autant viser au retour enfermement et autarcique à la communauté paysanne. Ils entendaient donc, et ceci est pour nous essentiel, défendre et promouvoir la légitimité d'une conception sociale à la fois particulariste et universaliste.

Guy H. : « On veut pérenniser et publier les travaux qui ont été faits sur l'agriculture paysanne pour vulgariser cette forme d'agriculture qui a montré sa capacité à remplacer l'agriculture industrielle. Et je suis responsable de la Confédération Paysanne parce que cela semble syndicalement indispensable de promouvoir, de faire tourner une structure qui parle de vrais problèmes, qui débat et amène sur le tapis des questions telles que le maïs transgénique, l'organisation de l'agriculture ».

Certaines régions ont constitué « naturellement », comme les zones de montagne, un frein au développement d'une agriculture mécanisée et performante. Au sein de ces régions, la critique du productivisme a été d'autant plus forte qu'elles avaient été épargnées par une modernisation et une urbanisation rapides, et c'est le cas du département de la Manche dans lequel nous avons enquêté, en particulier dans le territoire des marais du Cotentin qui a toujours été considéré comme impropre au développement d'une agriculture productiviste. Bien sûr, la résistance de ces territoires fut également et surtout culturelle dans la mesure où les exploitations agricoles y conservaient, historiquement pourrions-nous dire, une structure plus « traditionnelle » nécessitant un recours plus important à l'autoproduction, à l'autoconsommation, à la vente directe et à la pluriactivité et que, par ailleurs, la relative « égalité des conditions » qui y régnait y avait engendré le développement de formes de production plus solidaires, qui trouvent aujourd'hui différentes formes d'actualisation.

Denis D. : « Un système d'entraide fonctionne avec 7 ou 8 exploitants des communes environnantes. Ce sont les corvées d'ensilage qui nécessitent le plus d'entraide, par affinité plus que par proximité. J'ai de très bonnes relations avec mes voisins, mais il y a trop peu de discussion autour des pratiques. On s'arrange. Comme on a pas tous le même degré d'intensification, ceux qui en font beaucoup ont deux corvées. Moi, je ne participe qu'à une seule. »

Marc F. : « Nous disposons d'un potager, par goût et par souci esthétique. Nous autoconsommons tous les légumes... plus une basse-cour et l'élevage d'un porc et d'un veau nous fournissent la totalité de la viande que nous consommons. »

De fait, les premiers *mouvements* de résistance à l'installation de l'industrie nucléaire - c'est-à-dire à un autre productivisme, énergétique - dans le nord-Cotentin furent,

dès le début, portés par deux catégories sociales marquées par leur distance critique au productivisme : les enseignants (fortement politisés à l'époque) et les paysans (appartenant pour l'essentiel au courant « chrétien-marxiste » des Travailleurs-Paysans). Se dessina alors l'idée d'un rapprochement, auquel nous devons être particulièrement sensible entre *culture* et *agriculture*.

Arlette H., paysanne et actrice: « Oui, le théâtre, c'est peut-être une autre forme de la politique, à condition de sortir de l'animation, de ne pas s'en tenir en dessous de la ceinture et de pouvoir aussi livrer des textes à la réflexion. On a une certaine responsabilité de ce point de vue. Quand les gens sortent de chez eux pour découvrir quelque chose d'autre, c'est déjà un pas de gagné. Ce qui compte, c'est de se dire : est-ce que je suis un peu plus homme depuis que je suis allé voir ça ? Je rêvais d'un théâtre plus politique type Théâtre des Opprimés, mais je fais avec ce qui est à ma portée, ici et maintenant. C'est à la mesure de mes moyens : perpétuer une tradition dans une société où les gens restent devant leur télé. Par exemple ; on a élevé nos enfants³ sans télévision et ça ne les a pas traumatisés. A quatorze ans, ils ont eu le choix entre la télé et la chaîne hi-fi, ils ont choisi la seconde. Ça peut être une réponse à " pourquoi la culture ? ". Elle ne doit pas être obligée, mais faire l'objet d'un choix, d'une réflexion ».

Arlette H. : « Nous avons tous, je crois, intérêt à nous ouvrir sur l'extérieur. Il faut utiliser les moyens locaux. C'est toujours les mêmes questions qui se posent. Le monde rural a besoin de culture et de questionnements au delà de l'agriculture. C'est : " d'où viens-je, où vais-je et qu'est-ce qu'on mange ce soir, et avec qui ? ". Ce dont tu as besoin pour vivre. Pour ma part, je suis un petit peu féministe : c'est pas parce qu'on épouse un paysan qu'on devient paysanne et c'est pas parce qu'on est paysanne qu'on ne doit faire que ça... c'est pas parce qu'on est mère de famille qu'on est que mère de famille. J'ai changé quatorze fois d'activité et j'ai eu trois enfants. Pendant treize ans, je suis restée à la ferme avec les enfants, c'était plus confortable, puis j'ai repris des études et je suis devenue infirmière. J'ai besoin aussi de mettre les mains dans la terre. Au travail, je cache parfois un peu mes mains... Mais avoir envie de faire des choses, partager des expériences n'est pas propre aux paysans. Je voulais m'engager dans des projets humanitaires, alors je suis partie un mois au Nicaragua ».

Il apparaît aujourd'hui que la capacité de résistance à la dévastation du monde par les technosciences, dépend avant tout de la capacité qu'ont eu des individus à avoir pu ou su préserver, dans des territoires donnés, des ressources culturelles - culturelles - et naturelles susceptibles de servir à l'élaboration de *bricolages* à la fois matériels et symboliques. Mais comprendre les raisons de l'abandon de la modernité et du productivisme par les agriculteurs-paysans nécessite, selon Alphandery et Dupont, de dépasser « *l'opposition entre tradition et modernité, puisqu'ils empruntent à la fois aux deux dans l'élaboration de multiples formes alternatives*» (Alphandery P., Dupont Y., 1985). Les pratiques sociales en question, puisant dans les ressources de l'imagination, elles-mêmes inscrites dans un nouvel *imaginaire social-historique* (Castoriadis C., 1975) qui n'est plus celui de la société paysanne et qui n'est *déjà* plus celui du productivisme, consistent alors en un bricolage hétérogène visant l'actualisation d'un certain nombre des principes de fonctionnement de l'économie paysanne et des valeurs qui y étaient attachées, et que ces agriculteurs avaient sciemment choisi de *conserver*.

Guy H. : « Ça veut dire qu'il faut garder tout ce qui est intéressant. L'agriculture biologique, par exemple, ce n'est pas un label, nos parents la mettaient en pratique sans le revendiquer. C'est le bon sens. Ça ne veut pas dire ne rien toucher dans la mesure où tout ce qui figure dans le paysage, c'est l'homme qui l'a fait. Si l'on décide qu'il faut des parcelles plus grandes ou des chemins plus larges, c'est pensable. Mais où est la limite ? »

Pour Y. Dupont encore, le recours au marché par la moyenne paysannerie doit être compris comme une stratégie, un « *détour de reproduction, basé sur l'intégration*

³ Un enseignant, un étudiant en philosophie et une assistante sociale.

dialectique » (Dupont Y., 1994), dont la véritable finalité n'était pas l'augmentation des rendements, ce à quoi ils durent néanmoins consentir, mais bien d'assurer les conditions de reproduction d'un maximum de familles et d'exploitations, souci qui est toujours le leur : le slogan de la Confédération paysanne, expression syndicale des agriculteurs intermédiaires, est « *Trois fermes valent mieux qu'une grande* ».

Denis D. : « Souvenons-nous de la doctrine de la JAC, Voir-juger-agir. J'accepte de prendre des risques, mais en douceur, en faisant des essais, je ne veux pas risquer tout, mais un peu, oui. Il faut faire évoluer le système, pas le révolutionner. Le développement durable, c'est aussi être moins dépendant de ce qui tourne autour de l'agriculture, je veux être le plus autonome possible ; certains veulent toujours plus de revenu, de surface... moi, je souhaite maintenir mon revenu sans rien bousculer et ne pas prendre la place de quelqu'un d'autre. C'est le problème de la concurrence, tout le monde cherche un créneau à tout prix, on devrait pourtant pouvoir vivre de l'agriculture autrement,... si on produit plus, on oblige l'autre à produire moins, dans le contexte de limitation d'un volume global de la production. »

Les agriculteurs paysans optèrent également rapidement pour la production de biens de qualité finis et, si possible, labellisés qu'ils furent parmi les premiers à commercialiser au sein de circuits courts, locaux, liés à des terroirs, pour bénéficier du maximum de la valeur ajoutée par leur travail. L'intégration dialectique englobe donc « *l'ensemble des pratiques qui consistent, tout en achetant le moins possible de matériel, à adopter au sein d'un système de production un certain nombre d'innovations techniques modernes (particulièrement en ce qui concerne l'hygiène de la traite et l'alimentation du cheptel) et de savoirs traditionnels, pour essayer de lutter contre l'emprise croissante du marché et le recours à l'intensification qui accélèrent l'élimination d'un nombre toujours plus important d'exploitations* »⁴. Une grande partie des potentialités à la fois économiques (autonomie), écologiques et sociales de leurs exploitations vient de ce que leur modernisation fut pensée et conçue avec lenteur et prudence, le plus souvent à partir de la reprise de la ferme que les parents avaient parfois eux-mêmes commencé à moderniser progressivement :

Pierre A. : « Après l'obtention d'un BEPA en 1979, j'ai travaillé six ans en tant qu'aide familial dans l'exploitation de mes parents. Durant cette période, j'ai longuement pensé mon projet d'installation. C'est à la demande de mon père que j'ai envisagé d'accroître la production, mais modérément ; avant même l'instauration des quotas laitiers, mon père m'avait déjà sensibilisé à la situation de surproduction agricole. Il avait refusé, par volonté, de suivre à la lettre les préconisations des conseillers qui prônaient l'intensification. Constatant qu'à partir de ce système, mes parents avaient réussi à offrir à leurs quatre fils à charge des conditions de vie décentes qui nous ont tous permis d'entreprendre des études secondaires, j'ai souhaité en conserver l'exploitation telle qu'elle dans la mesure où elles en garantissent la viabilité économique. »

Marc F. : « Je suis très attaché à la culture de l'herbe. La suppression totale du maïs n'est pas exclue, mais elle nécessite du temps. Mes parents avaient eux-mêmes procédé à une modernisation prudente : de la traite à la main, ils ont adopté à la traite mécanique en 1976 : ils introduisirent le maïs en 1979, donc relativement tardivement. Ils se sont agrandi une fois, en 1972 et avant la transmission de l'exploitation, 6 ha supplémentaires furent acquis dans le cadre d'une reprise familiale en 1980 réalisée par la mère de mon épouse. En 1984, son père accepta la prime LAD (pré-retraite) pour une durée de 5 ans pour que je puisse m'installer progressivement. Et j'ai reçu le savoir-faire par l'intermédiaire du statut d'aide familial. »

Partant, il apparaît, comme nous allons le voir, que ces nouveaux paysans qui défendent avec obstination leur appartenance à un mode de vie et à des territoires particuliers, se soucient en même temps de l'avenir du monde et de la planète, du sort des paysans et des habitants des pays du « sud ». Ce sont pour une bonne part

⁴ Ibid. p. 72

les adhérents de la Confédération Paysanne qui, depuis une vingtaine d'années, ont contribué avec de multiples acteurs du développement, y compris des chambres consulaires et de certains organismes de recherche, à inventer sur le terrain ce que l'on qualifie aujourd'hui de *développement durable*.

Jacques D. : « J'ai entrepris de recréer le maillage bocager, notamment aux endroits où mon père avait abattu trop de haies. La haie a pour moi trois fonctions : un rôle de rétention hydrique, évitant inondations et érosions ; un rôle de protection des animaux, contre le froid ou le soleil ; c'est aussi un patrimoine. La préservation d'un maillage bocager a aussi un aspect esthétique que l'on ne peut négliger quand on s'oriente vers le développement de l'agrotourisme. »

Guy B. : « Les sous-produits de la taille sont valorisés sous la forme de chauffage domestique. Les recherches récentes par la chambre d'agriculture tendent à montrer que le maintien des haies de qualité favorise la hauteur l'herbe de la prairie, ce qui compense largement la diminution de rendement à proximité de la haie. »

Pierre A. : « Depuis 10 ans, je plante régulièrement des haies, à raison de 50 arbres par an. L'objectif de l'opération est triple : bien sûr, assurer au bétail une protection convenable face aux intempéries, fournir une biomasse suffisante pour assurer le chauffage domestique et embellir le territoire de l'exploitation. J'ai aussi planté, dans le potager, quelques pommiers destinés à l'autoconsommation. »

Marc F. : « La ville n'a pas que des inconvénients, pour la scolarisation des enfants par exemple. Il faut qu'ils soient socialisés assez vite, c'est une question d'adaptation,... leur socialisation à la ville souhaitable. Nous souhaitons néanmoins que nos enfants gardent des attaches rurales, nos frères et nos sœurs sont tous partis en ville, ils oublient vite leurs racines, le côté humain,... Je crois qu'il y a un réel problème de mémoire chez les urbains, ils oublient vite. »

Pierre A. : « Depuis 1986, nous avons aménagé des chambres d'hôtes pour l'ouverture sur l'extérieur que procure cette activité, en accueillant des citadins. Nous avons fait les travaux nous-mêmes. Cela pallie le sentiment d'être isolé de l'extérieur, et notamment de notre voisinage, que ce soit du point de vue technique, politique ou économique. Au début critiqué, je me sens tout de même à présent respecté. »

L'AGRICULTURE PAYSANNE COMME CRITIQUE RADICALE DU PRODUCTIVISME ET DE LA RATIONALITE INSTRUMENTALE : UNE UTOPIE PRATIQUE

Adopté dès la création de la Confédération Paysanne en 1987, le concept d'Agriculture Paysanne ne doit pas être pensé comme un modèle qu'il s'agirait de reproduire indéfiniment sur le territoire, dans chaque exploitation, à l'instar du modèle d'exploitation moderne, mais comme un creuset d'idées, d'expériences, de pratiques et surtout de valeurs éthiques et politiques, destiné à servir de *cadre* à la mise en œuvre de *pratiques* qui peuvent emprunter autant de formes particulières qu'il existe de paysans et de situations particulières. Les grandes étapes de sa définition coïncident avec des rencontres ou rassemblements nationaux organisés ces dix dernières années. Depuis l'assemblée générale de la Confédération Paysanne qui s'est tenue en 1990 à Clermont-Ferrand, sur le thème « *des paysans nombreux pour des campagnes vivantes* », jusqu'aux rencontres organisées à St-Lô (Manche) à l'occasion de son dixième anniversaire en 1997, sans oublier l'organisation des « Journées nationales de l'Agriculture Paysanne » qui eurent lieu en 1993 au Lycée de Thère dans le département de la Manche, nous avons suivi, observé, et bien souvent

participé activement aux différentes étapes de l'élaboration de ce concept ainsi qu'à la réflexion engagée par certains agriculteurs sur les questions et préoccupations qui travaillent au fond l'époque contemporaine. Comment conserver sans réifier ? Que faire du progrès technique ? Comment préserver des territoires habitables ? Où et comment poser des limites ? etc.

Guy H. : « . Ma ferme n'est pas un musée. Ce qui est muséifié est mort. En culture comme en agriculture, nous avons affaire à des valeurs. Le film que nous sommes allés voir, c'est du jamais vu, de l'invention, de la recherche, ... attention à ne pas considérer une ferme exclusivement comme un conservatoire. Je veux bien assurer une certaine stabilité des choses qui étaient, comme les arbres centenaires dont je parlais au début. Le statut de paysan nécessite un certain sens de la continuité. L'entretien de la nature ne pardonne pas les erreurs. Ce métier engendre un certain statisme, un immobilisme qui peut prêter à des dérives passéistes ».

C'est à Etchary au pays basque, en 1987, au cours de trois journées d'été « consacrées à la réflexion » que plus de deux-cents paysans en provenance de toutes les régions françaises se réunirent pour réfléchir et pour débattre sur les évolutions du monde rural, et plus particulièrement sur le rôle du paysan⁵ dans la société. Les premières bases de l'Agriculture Paysanne une fois jetées, l'assemblée générale de Clermont-Ferrand (1990) permit d'exprimer clairement la nature du projet porté par les agriculteurs intermédiaires, c'est-à-dire penser une alternative au productivisme qui implique non seulement les paysans, mais aussi les ruraux et même plus largement les citadins. Au-delà de la volonté première de sortir du corporatisme dans lequel l'Etat et les institutions avaient enfermé la « Profession » depuis plus de cinquante ans, ces agriculteurs affirmaient alors pour la première fois la dimension collective et prospective de leur projet, qui constituait déjà l'ébauche à la fois d'un mouvement social et d'un projet de société : « *L'Agriculture Paysanne doit permettre à tous les paysans, quelle que soit leur zone, de vivre de leur métier, elle doit favoriser l'installation des jeunes. L'Agriculture Paysanne fait appel à l'autonomie et à la responsabilité des femmes et des hommes qui y travaillent. L'Agriculture Paysanne, c'est la solidarité dans la répartition des droits à produire, dans la mesure du contexte européen et des échanges internationaux* »⁶.

A partir de l'année 1991, les orientations que prirent les agriculteurs-paysans, notamment lors des journées d'été de Sains (Nord), exprimèrent la volonté de se trouver en prise sur la politique, et en particulier la Politique Agricole Commune (PAC), qu'il s'agit de réformer toujours dans le souci d'un projet global : « *Notre projet à un objectif d'équilibre de la société* ». Dès lors, la réflexion engagée sur « les rôles » du paysan se poursuit dans l'idée que la place de ce dernier ne saurait se limiter à celle d'un producteur de biens alimentaires, pour être élargie aux questions esthétiques (sa responsabilité dans la production de paysages), culturelles (liens entre identité et territoires, le paysan dépositaire d'une culture) et plus fondamentalement sur l'éthique de sa responsabilité en tant qu'il est l'un des principaux acteurs du maintien

⁵ Les agriculteurs paysans (nom « officiel » des agriculteurs pratiquant l'agriculture paysanne), que nous avons rangés avec Y. Dupont dans la catégorie *d'agriculteurs intermédiaires*, se qualifient en fait le plus souvent de « paysans ».

⁶ Rapport d'orientation de l'Assemblée Générale de la Confédération paysanne, 12-13 déc. 1990, Clermont-Ferrand.

de la vie, animale et végétale, et de sa reproduction. La question de la qualité de l'alimentation est devenue prépondérante depuis notre entrée dans la société du risque (Beck, 1986), marquée par la crise de la vache folle (Lemarchand, 1998). Dès lors et sur les bases que nous venons de rappeler brièvement, porté par plusieurs milliers d'agriculteurs dont plusieurs centaines sont militants actifs, le projet d'Agriculture Paysanne allait s'affiner et se construire progressivement, dans le temps qu'ils consacrerent à la réflexion, pour apparaître finalement sur la scène publique pour la première fois en 1999, à l'occasion de la médiatisation de l'incarcération du militant José Bové⁷.

Définir le concept d'Agriculture Paysanne par la pratique est, comme les paysans qui s'y sont essayés l'ont bien compris, chose impossible. Il nous semble préférable d'en rappeler les principes fondamentaux tels qu'ils furent exposés lors des journées nationales de Saint-Lô/Thère en 1993 et présentés par les paysans eux-mêmes, à leur intention bien sûr, mais également à l'endroit du public non paysan qui était venu en prendre connaissance. Ainsi la synthèse⁸ des carrefours différents organisés sur le thème, définit avant tout l'Agriculture Paysanne par un « état d'esprit » : « *L'Agriculture Paysanne n'est ni une technique ni un modèle à suivre ou à créer, mais une démarche globale qui concerne l'ensemble de la vie du paysan et dépasse le seul acte de production. Elle apparaît au travers des débats comme un double mouvement : 1/ une démarche de reconquête, pour se réapproprier ce que l'on a l'impression d'avoir perdu, une démarche de résistance face au modèle dominant ; 2/ une démarche d'ouverture et de relation avec le milieu, les paysans, et plus globalement avec la société et le monde* ». Citons encore la fin de l'introduction : « *Dans ce double mouvement de résistance et d'ouverture, l'Agriculture Paysanne a le profond souci de s'inscrire dans le temps. En intégrant, en utilisant la mémoire du passé et de l'expérience, elle veut, par des investissements raisonnés et des installations progressives qui n'hypothèquent pas l'avenir, répondre aux besoins présents, se reproduire, se transmettre : durer* ». Ce cours préambule comporte à lui seul suffisamment d'éléments pour étayer l'ensemble de notre propos, si nous voulions les reprendre un à un et d'une manière approfondie. On y reconnaît en effet :

1/ l'abandon d'un modèle dominant de croissance et de développement économique, par ailleurs souvent présenté comme inéluctable et sans alternatives . Ceci implique l'existence d'un imaginaire social historique non productiviste qui puisse, par une série de bricolages et d'expérimentations dont l'origine est le plus souvent empirique, contribuer à produire des alternatives .

⁷ José Bové fut l'un des fondateurs de la Confédération Paysanne. Suite à une action à l'encontre de la société française de production de semences génétiquement modifiées *Novartis*, et au démontage symbolique d'un établissement en cours de construction dans la ville de Millau appartenant à la société *Mac Donalds*, il fut incarcéré à la fin du mois d'août 1999. Cet événement fut le déclencheur d'une importante préoccupation, voire d'un véritable déferlement médiatique à l'égard des risques alimentaires, du devenir du monde rural, de la qualité des paysages, des aliments et, finalement, du sort des paysans.

⁸ *L'agriculture paysanne : des pratiques aux enjeux de société*. Ed. Fondation pour le Progrès de l'Homme / Confédération Paysanne. Dossier pour un débat, fév. 1994.

Jean G. : « Les dépenses de structures étaient importantes en heures de tracteur, engrais, semence, aliments concentrés, à quoi il fallait ajouter le coût de divers traitements. Je préfère à présent pratiquer le binage, auquel aucune espèce ne résiste, à l'aide d'une bineuse achetée à quatre exploitants. Ce procédé a trois avantages: il améliore le sol, il est exhaustif, et il ne nécessite aucun produit. Ainsi je cultive du maïs sans aucun intrant et mon système sert à présent d'exploitation "test" vis-à-vis des voisins. En 1983, j'ai pratiqué à titre expérimental la méthode POCHON, sans trop y croire, sur une seule parcelle. J'ai choisi pour cela mon plus mauvais terrain, et les résultats furent tout à fait probants. Ensuite, j'ai étendu la méthode à 3 ha en demandant un suivi technique auprès de la Chambre d'Agriculture, mais le technicien n'a pas compris ma démarche. En 1986, j'ai tenté une expérience de séchage solaire du foin, grâce à l'élaboration d'un séchoir adapté. Il est toujours opérationnel et rentable, et le séchoir expérimental, aujourd'hui trop petit (...). Dès 1976, je m'interrogeais sur la possibilité de pratiquer l'agriculture biologique. Je n'y croyais pas vraiment et je voulais avoir la preuve de la rentabilité économique d'un tel système. J'ai alors commencé à me livrer à des expériences, qui dureront des années(...) Avant l'adoption de la bineuse et en attendant mieux, j'avais même ressorti les outils ancestraux ; je hersais mon blé ».

2/ l'opposition à toute forme de spécialisation et de segmentation de la vie et des activités, dont nous avons montré la dimension aveuglante et paralysante, il semble nécessaire aux agriculteurs paysans de redonner sens à l'ensemble de la vie active, la *vita activa* arendtienne⁹ (Arendt H., 1983), dont le travail ne représente qu'une partie ;

Guy H. : « Pour être paysan il faut être heureux. Les citadins qui viennent à la campagne ont aussi leurs préoccupations. On a longtemps cru, chez les paysans, que seule l'alimentation était importante¹⁰, mais les gens qui ne font par exemple que parler ont aussi leur place. C'est comme cela que je me suis intéressé à la chanson, non pas pour en faire mon métier, mais par besoin de communiquer avec de gens qui ont une autre culture que la nôtre. C'est dans ce sens là que nous nous sommes tournés vers le théâtre ».

3/ l'idée de reconquête et de réappropriation des biens, des territoires aliénés par l'Etat et le marché et, surtout, des mémoires confisquées par l'Histoire, en même temps que cette réappropriation est explicitement constituée comme condition d'une *résistance* ;

4/ la volonté de ne pas enfermer ces *particularismes* reconquis et préservés mais de leur donner une portée *universaliste* (la Confédération s'est, depuis 1993, considérablement engagée dans les mouvements de solidarité avec l'action de résistance des paysans indiens et des « sans-terre » du Brésil, pour ne citer que ceux-là) ; le « monde » dont il est question ici ne relève donc plus de l'universalisme abstrait (celui de la « mondialisation »), mais d'un universalisme concret incarné dans une infinité de particularismes ;

Arlette H. : « Par la JAC¹¹, nous les fils et filles de paysans avons découvert que nous pouvions être "fiers d'être paysans", en apportant une formation, l'accès à la culture, l'éducation populaire, les mouvements de jeunesse. Toute une évolution qui s'est faite des années 50 à 60. On ne devait avoir rien à envier aux autres milieux professionnels. Ce mouvement de jeunesse chrétienne où j'ai été permanente pendant deux ans nous a conduits jusqu'en 1968. La JAC nous a conduits au MRJC¹² qui s'appuyait sur le fait que les valeurs propres au milieu rural dépassent le seul monde agricole. Le mouvement était structuré en plusieurs branches, une branche étudiante, une branche ouvriers, une branche adolescents,... Il s'agissait aussi d'une remise en cause du capitalisme et cela a posé des problèmes énormes avec la hiérarchie (...). Dans l'effervescence d'après 68, de 1971 à 1974 en particulier, ça a été extraordinaire, la campagne : nous avons tenté

⁹ H. Arendt définissait ainsi ce concept dans l'introduction à *Condition de l'homme moderne* : « Je propose le terme de *vita activa* pour désigner trois activités humaines fondamentales : le travail, l'œuvre et l'action. Elles sont fondamentales parce que chacune d'elle correspond aux conditions de base dans lesquelles la vie sur terre est donnée à l'homme ».

¹⁰ Selon les théories agrariennes qui ont dominé depuis le XIX^{ème} siècle jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale.

¹¹ Jeunesse Agricole Catholique

¹² Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne

une vie communautaire avec des voisins pendant deux ans, des types débarquaient de Paris pour faire les foins, c'était l'époque des longues marches, nous étions alors au PSU¹³».

Guy H. : « Nous nous sommes donc identifiés au travailleur industriel dans la revendication. C'était le refus du corporatisme qui caractérisait le monde paysan d'avant-guerre, nous n'étions plus des paysans, nous étions des citoyens ordinaires exerçant la profession de paysan. Ce n'était plus l'héritage qui primait ».

5/ la volonté enfin, de se doter d'une nouvelle - ou de renouer avec une ancienne - *temporalité* (Koselleck R., 1979) a défini ce terme comme recherche d'une articulation dialectique entre un passé appréhendé comme champ d'expérience, un futur conçu comme horizon d'expectation (temps d'utopie) et un présent pensé comme temps de la responsabilité et du choix politique. Cependant, l'exil volontaire de la modernité et le développement d'alternatives au modèle *dominant* engendrent du même coup une crise de légitimité qui s'exprime le plus souvent chez ceux dont le sentiment d'isolement est grand.

Georges P. : « Je me sent actuellement trop isolé pour mettre en place seul cette méthode expérimentale divulguée par A. POCHON. Le mais constitue, pour l'instant "une solution de facilité". Mais je sent à présent le besoin de changer de système, avec l'appui d'un suivi technique ».

Bernard J. : « Je suis considéré "bizarrement" par les voisins à cause de la contradiction entre mes pratiques culturelles et ce qu'ils entendent de la part des techniciens de la chambre d'agriculture. »

Dans une époque caractérisée par le règne des menaces de nature épidémique et de l'effondrement généralisé des limites et des frontières, comme en témoignent la crise de la vache folle et la récente épidémie de fièvre aphteuse, le projet d'Agriculture Paysanne constitue une tentative socialement et historiquement inédite de redonner aux hommes une prise sur l'espace (le territoire) et le temps (la mémoire du passé et la maîtrise de l'avenir), bref, de redonner un sens au « monde vécu » en posant des limites à l'agir humain, à la volonté de puissance et au désir de maîtrise du monde. Plutôt que de renoncer au progrès, il s'est agi pour les agriculteurs-paysans d'en rejeter la forme particulière qu'il a pris dans un imaginaire dévoyé de la modernité, en devenant exclusivement technique et économique, en se découplant du progrès moral et humain. C'est ainsi qu'ils entreprirent progressivement, avec lenteur et prudence, la transformation des exploitations agricoles qu'ils ont le plus souvent héritées de leurs parents.

Bernard J. : « Je me suis installé en 1974 sur une exploitation familiale héritée de mes parents. Le mode d'exploitation était très traditionnel et le cheptel s'est accru progressivement jusqu'à ce que j'estime la capacité de production suffisante pour faire vivre la famille. (...) On nous a pourtant tout proposé les porcs, les taurillons,... et même les poulets en batterie. Nous avons refusé car la mise en place de ces nouvelles activités aurait nécessité trop de travail. Nous avons jugé qu'il valait mieux augmenter les marges et la qualité plutôt que la quantité de production, ce qui n'était pas incompatible avec la baisse du coût de production. Nous nous sommes donnés pour cela 5 ans de réflexion. »

¹³ Parti Socialiste Unifié

Bernard J. : « On aurait pu, il y a quinze ans, être plus. Mais j'ai adapté mon système d'exploitation progressivement car mes parents avaient su n'être "ni modernes, ni traditionnels", c'est-à-dire qu'ils avaient augmenté progressivement leurs surfaces sans pour autant investir massivement et brutalement dans la technique ».

Jacques D. : « Lorsque je me suis installé, en 1974, sur l'exploitation de mon père, j'ai sollicité les conseils d'un technicien agricole. Ce dernier m'a proposé d'élever des génisses, mais dans un système qui devait comporter 150 animaux au moins. J'étais célibataire, donc seul actif dans son exploitation, et j'ai trouvé ça sidérant,... j'ai alors décidé de reprendre le système d'exploitation de mes parents, avec les techniques de l'époque et "sans aller à fond, malgré la forte pression des conseillers de la Fédération d'Action Technique pour m'inciter à développer mon exploitation ».

Le projet d'Agriculture Paysanne, dans sa dimension utopique, constitue selon nous bien plus qu'une résistance passive à la modernisation et à ses excès. Il pourrait même participer à l'émergence d'une culture contemporaine, qui soit en prise sur le déploiement rapide et immaîtrisé du développement scientifique qui se caractérise par sa potentialité épidémique, celle de rendre vulnérables toutes nos anciennes frontières et limites symboliques et pratiques : autant dire, notre culture. Une culture susceptible d'être à la hauteur de l'époque n'émergera peut-être pas, ainsi que l'appelait de ses vœux Isabelle Rieusset-Lemarié, sous la forme d'une « culture épidémique » (Rieusset-Lemarié I., 1992), mais dans la capacité des agriculteurs-paysans à construire un projet politique et à se tenir à distance respectable d'un productivisme aliénant et aveuglant (la spirale investissement/rendements. C'est donc bien « *du sens de la mesure de ses membres et de leur souci d'autrui et du monde (...)*, écrivait encore Y. Dupont, *que la Confédération Paysanne obtient ses résultats technico-économiques et parce que son souci politico-éthique la tient à l'abri de la fascination par la rationalité instrumentale* »¹⁴, tout en faisant un usage raisonnable et modéré de la technique.

Pierre A. : « Je favorise la constitution d'un capital vivant plutôt que technique. Je privilégie donc la constitution du cheptel à celle du parc de matériel, ce qui engendre moins de perte de valeur. Je peux ainsi réinvestir sans faire appel aux emprunts. ».

Guy B. : « La principale caractéristique de mon système réside dans le gain de temps réalisé par la réintégration de technologies avancées dans un système traditionnel,... L'économie de temps de travail est importante puisque je ne travaille qu'à deux tiers de temps. Avec peu de cultures et presque tout en en prairie, je fais l'économie des machines coûteuses nécessaires à la culture du maïs ».

Bernard J. : « Mes vaches ont une productivité de 5 000 l par an. Elles pourraient produire plus, mais je ne souhaite pas les suralimenter, en privilégiant l'usage de la prairie. Cela nous a valu d'être en contradiction avec le contrôleur laitier entre 1984 et 1988, mais nous avons maintenu nos choix. La valorisation de la prairie s'est accompagné d'une diminution significative des surfaces en maïs. Nous allons développer une culture sans traitement, en ayant recours au désherbage mécanique (binense), que l'on pourrait acheter à plusieurs ».

Pour le philosophe Alain Finkielkraut (Finkielkraut A., 1993), la modernité n'est plus compréhensible comme projet ouvert sur un horizon (c'est-à-dire une limite), mais comme un « *processus qui continue et crée lui-même les besoins qu'il est censé satisfaire pour continuer (...)*. C'est une sorte de coupure à l'intérieur de la raison entre une rationalité en marche, purement instrumentale, sans objet, et une raison raisonnable qui a de plus en plus de difficulté à se faire entendre »¹⁵. Partant, la crise du projet moderne peut être appréhendée comme

¹⁴ L'Agriculture paysanne : pratiques et enjeux de société. op. cit. p. 100

¹⁵ Ibid. p. 104

produit de la dissociation radicale de ce qui avait constitué ce dernier, c'est-à-dire le pari que pourraient être conciliés projet de maîtrise et projet de liberté.

Ce qui caractérise dès lors ceux qui, comme les agriculteurs paysans, ont voulu se tenir à distance du développement infini des forces productives, relève précisément d'un désir de conserver sa liberté face à l'expansion illimitée du processus. Cette préoccupation déborde, en fait, largement le strict cadre de l'agriculture, dans les appels lancés en direction du droit ou dans les comités d'éthique par exemple, mais tous partagent une même idée selon laquelle la nécessité la plus urgente consiste à présent à (re)trouver des limites.

Pierre A. : « Je me suis installé en 1979 avec environ 100 000 l de quota. En 1984, mon objectif d'augmentation de productivité laitière était atteint, sans modification importante du système d'exploitation. Comme beaucoup de jeunes installés, j'aurais pu prétendre, en 1985, à un octroi supplémentaire de référence jusqu'à l'obtention de 200 000 l au total et j'aurais pu, si j'avais voulu, constituer une exploitation dotée de 325 000 l de quota. Aujourd'hui, je n'ai pas besoin de réaliser le maximum de mes références laitières ». En 1995, sa SAU était finalement de 72 ha pour 179 000 l de référence ».

La question de savoir où et comment pourraient s'ériger des limites au processus de développement industriel productiviste dont la réversibilité négative s'est manifestée, fut formulée à plusieurs reprises depuis l'émergence de la théorie critique telle qu'elle fut élaborée par l'École de Francfort. Cela revient à se demander quelle est et quelle pourrait être la place du politique, alors que nous entendons tout aussi clairement les aveux d'impuissance des politiques¹⁶, face aux logiques de flexibilité et de mondialisation. Au mieux, la politique apparaît comme un mode d'accompagnement de ce processus, humanisant par les politiques sociales le destin tragique de ceux que « le marché » aura laissé-pour-compte et rassurant les consommateurs sur les risques sanitaires, environnementaux et technologiques. « On a le sentiment que notre société, écrit encore Finkielkraut, est modelée non pas sur une décision mais sur un processus, et s'il y a délibération collective, c'est sur les moyens, au fond très ténus, que nous avons d'humaniser ce processus »¹⁷. A ce qui apparaît comme une impuissance du politique, pris par ailleurs dans l'éloge du mouvement et de la vitesse, Alain Finkielkraut oppose comme résistance le discours et les pratiques de la Confédération Paysanne en interrogeant ce qui constitue selon nous l'une des dimensions essentielles du mouvement social - ou temps social émergent - dans lequel elles s'inscrivent : « Il me semble que ce en quoi le discours de la Confédération Paysanne, est très important, et important pour tout le monde (important, c'est-à-dire subversif)¹⁸, c'est précisément que dans ce monde politique qui semble s'être résigné au processus, résigné à la tautologie, la Confédération Paysanne se met à poser des questions très simples, et notamment la plus simple des questions et la plus nécessaire, la question du « pourquoi ? ». La croissance, mais pourquoi ? La production, mais pourquoi ? L'optimisation,

¹⁶ Le discours « réaliste » des contraintes, tenu par la gauche depuis plus de dix ans, exemplifie l'intériorisation par le politique des normes de ce processus.

¹⁷ *L'Agriculture paysanne : pratiques et enjeux de société*. op. cit., p. 106

¹⁸ Rappelons le sens de *subversif* : qui a la capacité de retourner, de renverser.

mais pourquoi ? Il y a là un immense effort pour sortir de la tautologie, casser cette circularité du mouvement et redonner du sens »¹⁹.

Il faudra encore s'interroger sur les raisons pour lesquelles c'est aujourd'hui dans l'agriculture que le conflit entre la raison authentique ou raisonnable et la raison instrumentale est le plus aigu, là où s'affronte le règne de la technique la plus discutable dans la manipulation du vivant et la transformation du monde (du paysage à la morphologie du sol et des produits alimentaires) et les aspirations les plus manifestes à la *culture* définie comme un « *commerce avec le sol* », recoupant l'idée déjà développée de fondement, d'attachement à la terre, de ménagement, du sens de la limite, de la retenue, de la douceur, etc. N'est-ce pas finalement d'une nouvelle conception du politique et donc d'une nouvelle manière de « faire de la politique » dont sont porteurs les agriculteurs paysans ?

Guy H. : « Est-ce que la démocratie se construit tous les jours et au plus petit niveau que ce soit, ou est-ce qu'on laisse s'installer un Etat dominateur ? Je crois que j'ai eu de la chance de rencontrer des gens qui m'ont aidé à prendre certaines orientations, parce que j'avais quand même le profil d'un notable local, par mon enracinement ».

Déjà mis en œuvre pratiquement au plan local, cet engagement personnel engendre aussi des changements institutionnels.

CONCLUSION : DE L'AGRICULTURE AU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL DURABLE

L'invention du développement local, dans une situation où plus rien ne pouvait émaner de l'Etat ni des institutions à l'égard desquels s'était rompue la confiance, a consisté à tenter de construire un monde « à côté » comme une alternative au productivisme - et à ses conséquences - par la mise en œuvre d'une « agriculture paysanne » respectueuse de l'environnement. Cependant, c'est bien au-delà du seul aspect environnemental que les agriculteurs-paysans ont contribué à inventer, sans nécessairement en avoir pris conscience, ce que l'on nomme aujourd'hui le développement durable. La perspective ouverte par l'agriculture paysanne est plus complexe et plus complète, parce qu'à vocation sociale, que l'agriculture biologique réduite à un ensemble de techniques de production.

La décennie quatre-vingt-dix aura été marquée, depuis lors, par la volonté d'élaborer une politique, et donc un mode d'intervention de l'Etat, écologiques en vue de favoriser l'émergence et la réalisation d'« expériences »²⁰ de développement durable. Ce que nous retiendrons de l'idée de développement *durable* et qui fait selon nous son intérêt, tient en quelques points : la question du « long terme »,

¹⁹ *L'Agriculture paysanne : pratiques et enjeux de société*. op. cit., p. 106

²⁰ Telles que l'expérimentation des Plans de Développement Durable, initiée par les Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement, à laquelle nous avons travaillé pendant deux ans, de 1994 à 1996, dans le département de la Manche.

c'est-à-dire la question des conséquences de l'agir technologique et du système économique sur le futur ; le principe d'équité intergénérationnelle ; enfin le souci de l'environnement. Notons que la prise de conscience des problèmes environnementaux liés aux pratiques agricoles relève le plus souvent d'une pragmatique empirique liée à des expériences plus ou moins heureuses de l'agriculture « moderne »²¹.

Cependant, pour C. et R. Larrère (1997), c'est aussi notre point de vue, la notion de développement durable est beaucoup plus « plastique » et rallie des préoccupations politico-éthiques liées à l'inégalité du développement nord-sud et finalement, aux contradictions du développement capitaliste mondialisé. C'est donc dans un sens large et peu précis, lié à la polysémie²² du terme, que nous y incluons l'initiative des agriculteurs intermédiaires.

Les agriculteurs intermédiaires manifestent ainsi un souci important à l'égard du territoire pensé dans sa globalité, et dans la totalité de ses dimensions. Le maintien du maillage bocager renvoie par exemple à de multiples raisons, sociales, économiques et écologiques. Dans un même temps, les relations ville-campagne sont pensées dialectiquement, dans la recherche de complémentarités possibles, et non dans le système d'opposition moderne qui a renvoyé durant deux siècles dos à dos urbanité et ruralité.

C'est peut-être parce qu'ils étaient conscients de ce que l'*historicisme* dont tous les récits modernes qui tentaient de les appréhender, même les plus critiques, aboutissait inévitablement à la conclusion qu'il ne pouvait exister d'alternative à la destruction de la paysannerie et à l'absorption de l'agriculture par l'économie capitaliste, que les agriculteurs intermédiaires ont selon nous constitué la première couche sociale à mettre en œuvre collectivement une utopie alternative à la modernité dévoyée.

²¹ Bernard J. : « J'avoue avoir ressenti une certaine gêne quand j'épandais 80 unités d'azote à l'hectare ; de même, l'écoulement libre des lisiers me paraissait de plus en plus incohérent dans la perspective de créer un développement durable. J'estime qu'à l'époque, l'information sur les méfaits du maïs n'était pas divulguée : pour un épandage de 200 unités d'azote, les reliquats sont colossaux. J'ai alors entrepris de faire faire des analyses de sols par les élèves d'un lycée agricole, analyses dont les résultats ont confirmé mon pressentiment. Dans le même temps, j'ai assisté à une réunion d'information organisée par André POCHON, ré-inventeur de la culture sans azote chimique. J'étais alors à l'écoute de tout ce qui pouvait se dire ».

²² Cette polysémie autorise en retour de nombreux détournement de sens. On ne s'étonnera donc pas de constater que la majeure partie des firmes polluantes (chimie, nucléaire, OGM) utilisent le concept de développement durable dans la rhétorique de leur argumentaire commercial et communicationnel. Si l'on peut considérer que c'est là où le développement est le plus menaçant pour l'avenir de monde que sa durabilité est la plus problématique, et qu'à ce titre les industries polluantes devraient prendre à leur charge cette question, le retournement des technologies les plus menaçantes, parce que les moins maîtrisées, en réponse aux problèmes qu'elles posent (la chimie pour la pollution, les OGM contre la faim dans le monde, etc.) témoigne d'un divorce radical du discours et de l'action.

Bibliographie

Alphandéry P., Dupont Y., *Développement local et société rurale dans l'isthme du Cotentin, les aspects sociologiques de la valorisation énergétique de la biomasse*, INRA-AFME, novembre 1985, p. 28.

Arendt H., *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calman-Lévy, 1983.

Beck U., *La société du risque*, Aubier, 1996.

Castoriadis C., *L'Institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.

Dupont Y., *Du déracinement des paysans au déracinement de la vie. Sous l'amour des hommes, la peur de la nature et du hasard*, mémoire d'habilitation à diriger des recherches, Université de Caen, 1994 (sous la direction de D. Le Gall. 141 p.).

Gorneg P., « Un syndicat agricole à la soviétique : voyage au cœur de la FNSEA » in *Le Monde diplomatique*, janvier 2001, pp. 20-21.

Koselleck R., *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*. Paris, Ed. EHESS, 1979.

L'agriculture paysanne : des pratiques aux enjeux de société. Ed. Fondation pour le Progrès de l'Homme / Confédération Paysanne. Dossier pour un débat, fév. 1994.

Larrère C. et R., *Du bon usage de la nature*, Paris, Aubier, 1997. p. 324

Lemarchand F., « Vaches folles, hommes fous ? », in *Mana* n°4 *Vulnérabilité et technoscience*, Université de Caen, 1998.

Pochon A., *Les champs du possible*, Paris, Syros, 1998. p. 36.

Rapport d'orientation de l'Assemblée Générale de la Confédération paysanne, 12-13 déc . 1990, Clermont-Ferrand.

Rieusset-Lemarié I., *Une fin de siècle épidémique*, Paris, Acre Sud, 1992